



Le monde étudiant en 1961

VILLE OUVERTE
CITÉ NOUVELLE

« COMMUNAUTÉ des maîtres et des disciples », les formes de l'Université semblent fixées depuis des siècles, et pourtant cette définition médiévale exprime l'actualité d'une revendication majeure du jeune syndicalisme étudiant.

Les traditions universitaires et le libéralisme protecteur et frondeur à la fois de son corps enseignant ont une grande importance, mais l'essentiel réside dans des structures dûes à Napoléon (décret impérial de 1808) et qui prolongent les lycées à l'organisation paramilitaire ; les facultés ont pour mission de distribuer tous les grades universitaires, à commencer par les baccalauréats.

Institution devenue paternelle avec la République, l'Université est surtout connue jusqu'à la guerre de 1914-1918 pour la turbulence de ses étudiants. Quasiment tous sont des produits des couches les plus aisées de la bourgeoisie. La réputation de ses professeurs et des savants lui échappe quelque peu ; la plupart sont formés par les grandes écoles qui recrutent sur concours, ou étant parmi les rares licenciés qui poussent jusqu'au doctorat. Ils sont d'ailleurs eux aussi le résultat d'un recrutement de caste type « tel-père- -tel-fils » ; s'y introduire procède encore du même système et demande au moins deux générations d'efforts. Pour la première, il faudra réussir le concours des bourses, puis le concours d'entrée à l'École normale départementale d'instituteurs ; les fils d'instituteurs commencent de même, mais passent le baccalauréat et le concours d'entrée à l'École normale supérieure et concluent enfin par l'agrégation, autre concours.

L'Université d'avant la première guerre mondiale est le lien de prédilection pour les

grandes vacances des jeunes bourgeois avant leur entrée dans la vie.

PREMIER APRES-GUERRE DE L'UNIVERSITE : PREMIERS PROBLEMES DES ETUDIANTS.

La première guerre mondiale et ses conséquences vont modifier le statut de la bourgeoisie française. Celle-ci appauvrie, n'en continue pas moins à diriger ses fils vers la faculté que les filles vont commencer à fréquenter — à cette époque pour y trouver un mari. L'étudiant est alors un ancien combattant difficilement récupérable, et séparé de ses cadets par cinq années de guerre : l'un et l'autre, désormais, étudient pour se faire une situation, mais ni l'un ni l'autre cependant ne conçoivent leurs études autrement que comme quelque chose de plus, qu'ils ont le privilège de recevoir, mais dont la nécessité reste plus gratuite et intellectuelle qu'intéressée et matérielle.

C'est l'avènement dans le monde étudiant — car l'on ne saurait parler de milieu malgré le recrutement assez homogène — du corporatisme par lequel on prend en charge ses besoins immédiats en se refusant à rechercher les causes du besoin. Nous en concluons maintenant qu'il y a eu à cette époque (vers 1923) un dépassement du « folklore » par le corporatisme, mais un dépassement sans rupture. Le monde étudiant est fermé sur lui-même, sans aucune relation avec le reste de la nation ; ces enfants prolongés ne se marient pas et intègrent plus tard la société. La conscience même d'un besoin résulte le plus souvent d'une petite équipe ou seulement d'un jeune homme qui préside pendant plusieurs années ou est membre un an ou deux du bureau de l'U.N.E.F.

BILAN DU CORPORATISME.

Les résultats de ces besoins sont nombreux : la fondation « Sanatorium des étudiants de France » ; l'O.S.S.U. (Office du sport scolaire et universitaire) ; le B.U.S. (Bureau universitaire des statistiques) ; l'Office du tourisme universitaire ; le « Comité des oeuvres en faveur des étudiants ». La plupart du temps, donc, l'initiative est étudiante, mais elle échappe, au mouvement lui-même très rapidement, qui ne conserve en son sein que des fonctions honorifiques. Parfois aussi l'U.N.E.F. est complètement écartée et remplacée par l'Université de Paris, par exemple à la Fondation internationale de la cité universitaire de Paris, où sévit encore un paternalisme ségréatif disparu depuis partout ailleurs. Souvent les promoteurs de ces réalisations sont restés en place de bonne foi, mais cette continuité-là montre mieux le manque de continuité du mouvement lui-même. D'ailleurs celui-ci existe-t-il ? L'A.G.E. de Paris est mise sous séquestre en 1934, moins d'un étudiant sur dix adhère à l'Union nationale. Cependant les étudiants semblent très politisés en cette période du Front populaire, tant à droite qu'à gauche et leurs organisations regroupent pour Paris plus de militants qu'elles n'en comprendront en France vingt-cinq ans plus tard dans une Université trois fois plus nombreuse. Il faut noter qu'à cette époque, une majorité des politisés est de « droite » et que si aujourd'hui la solution apparaît inverse, c'est à la suite d'un effondrement de la droite.

LA GUERRE 1939-1945.

Une des premières manifestations publiques et ouvertes d'une résistance de masse est étudiante ; le 11 novembre 1940, par milliers, les étudiants montent à l'Etoile rendre hommage au Soldat inconnu, et plusieurs mourront en déportation. Cependant l'U.N.E.F. continue dans le cadre nouveau de l'Etat français qui organise les « corporations », et la défense de l'étudiant est tout naturellement corporative, puisque l'on vient à demander un aménagement du S.T.O. plutôt que de s'y opposer. Cette lutte se fait quand même, surtout sur le plan individuel, mais aussi autour d'organisations de jeunesse comme dans la région lyonnaise avec la J.E.C. (Jeunesse étudiante chrétienne) et les étudiants communistes regroupés dès 1945 au sein de l'U.J.R.F. (Union de la jeunesse républicaine française) qui animeront le mouvement de redressement de l'U.N.E.F. — discréditée par sa passivité — en concevant un syndicalisme héritier de la Résistance.

NAISSANCE DU SYNDICALISME ETUDIANT.

En 1945, rien n'est changé, le folklore étudiantin règne en maître au congrès. Dès janvier 1946, la préparation du congrès de Grenoble indique l'imminence d'un changement. Les

jeunes gens qui viennent de libérer le territoire national croient sincèrement que cette libération coïncide avec une révolution sociale, ils esquissent un programme qui répond, à leur niveau, aux préoccupations générales de la charte-programme du C.N.R. (Conseil national de la Résistance) et dont les principes sont contenus dans la « Déclaration des droits et devoirs de l'étudiant » dite depuis *Charte de Grenoble* et qui est devenue le préambule solennel des statuts de l'Union nationale des étudiants. Le ton, emphatique, importe moins que l'inspiration, puisque celle-ci reste la même, plus vivante encore, depuis 1956, et malgré les déceptions qui suivirent la fin du tripartisme.

Mais que sont les étudiants de 1946 à 1950 ? Désormais la nécessité sociale des études est comprise, et des moyens sont envisagés pour faciliter l'accès du plus grand nombre à l'Université, promue haut lieu de haute qualification. Plan d'Alger, puis plan de réforme de l'enseignement Langevin-Wallon, avec le principe du présalaire étudiant. Rien cependant n'est réellement fait, même pour accueillir les étudiants bourgeois dont le nombre augmente aussi : rien, sauf l'acquisition de la Sécurité sociale étudiante qui consacre selon le mouvement le caractère spécifique du « *jeune travailleur intellectuel* ». D'autres revendications sont en l'air, et la nécessité d'organiser le mouvement se concrétise par la Mutuelle nationale des étudiants de France organisée de toutes pièces en deux mois par l'U.N.E.F. (fin 1948).

Il y a fort peu d'étudiants qui viennent des classes laborieuses ; juste après la guerre 3 % (deux ouvriers pour un paysan), dix ans plus tard 5 %. Malgré l'effacement volontaire derrière l'U.N.E.F. des organisations politiques et confessionnelles dont elle est indépendante, celle-ci n'augmente que très progressivement le nombre de ses adhérents dont le plus fort contingent viendra longtemps de Lyon (de 40 à 30 %). Il s'agit surtout d'un syndicalisme de cadres, ceux-ci étant de ceux qui crurent à la Libération et qui mettent en place avec acharnement une organisation et une doctrine cohérentes, et qui luttent pour la défense des mêmes objectifs sur le plan international en créant l'U.I.E. (Union internationale des étudiants) dont le siège est à Prague. Mais l'U.I.E. s'alignera sur les positions stalinienues lors du schisme yougoslave et les Unions occidentales la quittent au fur et à mesure tandis qu'en France l'échec progressif de la IV^e République se répercute peu à peu dans le mouvement. Les étudiants S.F.I.O. relaient les communistes tandis que — dans les facultés où le recrutement est le plus bourgeois — des réticences se font jour sur les revendications sociales (démocratisation et présalaire) et la solidarité anticolonialiste avec les étudiants d'outre-mer.

L'APOLITISME CORPORATIF.

Tout dans cette ambiance coïncide avec la fin des études entreprises par les résistants, le pourrissement de la guerre d'Indochine. Sur le problème des relations internationales la rentrée universitaire de novembre 1950 va marquer un changement radical d'orientation dont le caractère réactionnaire est vite compris des pouvoirs publics qui tentent une offensive contre la Sécurité sociale étudiante puis sabotent le projet d'allocation d'étude approuvé par le Parlement faute de crédits.

Mais le phénomène le plus objectif qu'il convient d'observer à propos de l'enseignement supérieur est encore la progression constante des effectifs, environ 10 % par an, progression insuffisante par rapport aux besoins réels de la nation en cadres supérieurs de toutes spécialités, et qui permettra à la minorité qui reste attachée aux principes du syndicalisme d'accentuer une prise de conscience des étudiants comme groupe socio-professionnel. L'atout du mouvement étudiant n'est pas seulement d'être un groupe de pression entendu au sens traditionnel (depuis les syndicats jusqu'aux lobbies en passant par les corporations) mais d'être représentatif d'un devenir mal préparé par le régime en place ; leur nombre devient simplement une qualité morale car ils revendiquent pour une meilleure qualification d'un plus grand nombre reconnue unanimement comme une nécessité.

Les nouveaux bureaux de l'U.N.E.F. gèrent donc l'acquis, encore minime du syndicalisme étudiant, tandis que la Mutuelle étudiante, au niveau de laquelle les discussions de tendance ne se répercutent pas, reste guidée par l'esprit syndical. La remontée du syndicalisme se fera selon un double cheminement. Pour maintenir, il est nécessaire de progresser, donc d'avancer de nouvelles revendications qui développent les précédentes et les réalisations diverses du mouvement. Pour motiver ces nouvelles revendications l'étudiant doit revendiquer sa place dans la société, et sa part des responsabilités, comme les autres syndicats ; il en vient naturellement à reconnaître qu'il est conditionné par l'environnement politique, social et économique. La guerre d'Indochine est finie, mais le Sultan du Maroc est déporté et la Tunisie apprend l'indépendance dans l'indépendance. La révolution algérienne va éclater, déchirant deux jeunesse universitaires habituées à ne faire qu'une.

Un certain nombre d'associations générales impulsent cette revendication dont la forme majeure est la cogestion, appuyées sur leur propre tradition d'autogestion d'un certain nombre de services — Lyon, Grenoble, Sanas, puis Strasbourg, Besançon, Paris-Lettres — et dans des domaines différents — non gestionnaires — la Catho et les E.N.S. — en même temps qu'elles maintiennent des contacts amicaux avec les organisations d'étudiants d'outre-

Evolution de l'effectif universitaire (Nombre d'étudiants)

1900 : 29.000
1914 : 42.000
pendant la guerre, entre
15.000 et 20.000
1920 : 45.000
1936 : 73.500

guerre 1939-1945 : grandes variations :

1940 : 55.000
1941 : 76.500
1943 : 106.000
1944 : 90.000 (S.T.O.)
1945 : 97.000
1946 : 123.000
1956 : 157.000
1960 : 210.000

non compris les préparations, les
Grandes écoles, le Supérieur techni-
que et les établissements privés en-
viron 70.000.

PRONOSTIC POUR 1970 :
400.000 à 450.000

•

1960 : (évaluation)
10.000 étudiants d'Outre-Mer
(compris au sens large)
10.000 étudiants étrangers
(au sens plein du mot)

mer qui prennent tour à tour le statut d'union nationale à l'U.I.E.

Une seule chose est à noter dans cette période : les premières manifestations de rues impulsées par les A.G.E. minoritaires et reprises par le bureau de l'U.N.E.F. pour le budget de l'Education nationale. Et dès qu'il s'agit de prendre les problèmes posés par la base en mains, le bureau de l'UNEF doit être élargi aux « minoritaires » qui continuent la tradition de la Charte de Grenoble, ainsi pour la vice-présidence Outre-mer et pour la vice-présidence Intérieur quand le mouvement obtient la cogestion du « Centre national des oeuvres universitaires » réorganisé. La guerre en Algérie pose vraiment le problème de la maturité de conscience du mouvement et sur ce double front, le nombre des A.G.E. minoritaires augmente constamment ; dès novembre 1955 la majorité apolitique ne tient plus qu'à une voix et en juillet 1956 le renversement de tendance s'effectue enfin.

LE SYNDICALISME COMME MODE DE VIE.

Mais le renversement de majorité n'est plus simplement une lutte entre deux minorités agissantes ; les *minoritaires* ont derrière eux

au moins passivement, un beaucoup plus grand nombre d'adhérents à l'U.N.E.F., chiffre qui atteint la moitié des inscrits en Faculté et s'explique par les avantages corporatifs qu'offrent les A.G.E. (une seule d'entre les A.G. ayant des services corporatifs conséquents est traditionnellement « majoritaire » : Paris-Sciences) ; mais l'activité de la base adhérente ne se borne pas à ces exigences, elle participe à divers scrutins selon un taux qui varie en 1960 de 15 à 60 % des adhérents.

Ce qu'il faut surtout noter, ce sont les problèmes qu'affrontent directement les étudiants. Si la faluche traditionnelle (béret de velours)

Etudiants militants des organisations politiques

**5.700 inscrits à Paris en 1936
1 à gauche pour 10 à droite environ**

**6.000 environ en 1960
1 à droite pour 10 à gauche environ**

n'est plus un symbole, ce n'est pas un hasard, le folklore n'est plus un mode de vie, mais une recette pour de trop rares défoulements. On parle désormais des conditions de la vie étudiante comme l'on parle des normes de sécurité comparées aux cadences de production dans une entreprise et c'est dans le fonds un seul et même problème posé par les intéressés.

Quelle est la situation en 1956 et qu'est-elle encore en 1961

Aucune réforme de l'enseignement réalisée

C'est-à-dire d'abord que le principe de démocratie dans le recrutement n'est pas effectif, et que l'enseignement reste un enseignement de classe. Ainsi n'accèdent en novembre 1960 à l'Enseignement supérieur que 5 % de fils d'ouvriers, que 3 % de fils de paysans, tandis que 10 % de la population active du secteur tertiaire fournit à soi seul 60 % des étudiants.

Restaurants universitaires insuffisants. La nourriture donnée est insuffisante en quantité comme en qualité.

Le logement pose les plus graves problèmes : taux exorbitants des loyers chez les particuliers et insuffisance des cités universitaires mal conçues.

La santé est toujours à l'ordre du jour ; Après la guerre, ce fut une période de très forte morbidité tuberculeuse, depuis en régression, mais qui reste la plus forte de tous les milieux socio-professionnels : c'est aujourd'hui l'aggravation générale des conditions de vie et d'étude auxquelles s'ajoute la guerre d'Algérie, climat qui facilite les troubles psychologiques — un étudiant sur six est atteint de troubles psychologiques légers.

Ce sont là les données de faits apparentes. Il y a deux autres ordres de données qui fondent la nature actuelle du syndicalisme étudiant.

— La manière de gérer et de développer les réalisations.

— La conscience collective que ce monde où l'on passe quelques années peut aussi être un milieu spécifique.

Les deux données sont liées, mais impliquent parfois des méthodes d'action différentes.

Au moment où les « minoritaires » redeviennent la majorité de l'U.N.E.F. le mouvement étudiant est affronté à la généralisation de l'action gestionnaire dans le cadre des oeuvres. L'on sait que souvent les méthodes de gestion sont opposées aux moyens de revendication et la valeur formelle de cette opposition. C'est ainsi que toutes les A.G.E. sont habituées à revendiquer, et qu'elles vont avoir à explorer un domaine d'action tout nouveau pour la plupart d'entre elles, à l'exception pour certaines individualités du secteur mutualiste. Le haut niveau de compétence subitement exigé va entraîner pour beaucoup un effort dans ce seul secteur et le risque d'un divorce éventuel des méthodes et des préoccupations entre les associations ayant déjà l'expérience de la gestion et celles qui sont en train de commencer à la faire se profile. Ainsi, pour un temps, les A.G.E. ayant la plus grande expérience gestionnaire peuvent-elles être qualifiées de « revendicatives ».

C'est peut-être la scission momentanée qui s'était faite en 1957-58 sur le problème algérien qui a évité un débat au grand jour. Pourquoi ce débat fut-il tout au moins posé ?

On estime rester environ cinq ans à l'Université (moins si la vie y est trop difficile ou si la réussite aux examens est assurée, plus si l'on peut pousser davantage ses études) et la prise de conscience des réalités de l'action syndicale, en dehors des luttes de tendance, ne s'effectue que rarement dans l'enseignement propédeutique. Il faut donc former énormément de gens, les spécialiser, et les conserver, surtout si la relève, est difficile, autrement dit si en abordant les problèmes syndicaux, on omet le problème de la formation syndicale systématique comme doit l'être l'information de tous les étudiants, adhérents ou non de l'U.N.E.F.

C'est un problème dont les dirigeants étudiants ne pouvaient, prendre conscience qu'à travers les difficultés des autres problèmes, c'est-à-dire avec un certain recul pour la plupart des associations générales, à l'exception de celles déjà citées. Mais le problème se posait avant de pouvoir être ainsi compris, et les A.G.E. expérimentées, chacune en leur for intérieur, virent avec inquiétude se dégager un nombre toujours plus restreint de spécialistes des questions à l'ordre du jour, qui par là

force des choses restèrent plus longtemps en place, mais dont la compétence, chaque année plus certaine, s'accompagnait d'un manque de contacts avec les réalités étudiantes autrement que par les statistiques et les colloques d'experts. En quelque sorte des militants syndicalistes, étudiants parmi les meilleurs deviennent des technocrates qui posent les problèmes au jour le jour et toujours dans les mêmes termes.

Et pourtant, les structures implantées par le mouvement étudiant dans un régime qui durcissait ses caractères dominants, et ne cesse plus désormais de le faire, sont un paradoxe. La gestion directe du régime de sécurité sociale par la Mutuelle nationale étudiante est effective, et construite selon un schéma pratique qui contredit celui proposé par le décret d'application ; de même la cogestion des oeuvres dans laquelle les étudiants sont légèrement en minorité, mais dont la délégation est toujours complète, au contraire de celle de l'administration. Car ces structures sont en soi une négation de celles qui régissent généralement la société et elles sont animées par une expérience concrète et multiforme de la démocratie directe dans un certain nombre de secteurs.

Le courant « revendicatif » de la *minorité* recoupait à la même époque, on le sait, des A.G.E. à forte tradition gestionnaire, mais que leur longue expérience avait su équilibrer avec leur rôle de contestation et chez lesquelles il est assez rare que les responsables ne soient pas renouvelés annuellement, la progression d'un échelon de base au niveau central étant elle-même très rapide (exemple des A.G.E. de province déjà citées et des sanas) ; la divergence ne se faisant pas seulement dans leur rôle impulsif de la minorité — rôle partagé — mais dans l'analyse quotidienne de la situation générale et de la situation étudiante comparées.

Certains dirigeants, forts de ce que les revendications d'une génération d'étudiants ne sont satisfaites que pour l'entrée de la prochaine génération en faculté, ont pris à cette époque l'habitude « d'oeuvrer pour l'avenir » en dehors d'un contexte politique aliénant et oublieux de la nature de la pression du mouvement : l'obstacle était donc nié, la coopération avec l'administration était dans la nature — pensaient-ils — du mouvement, puisqu'un jour l'administration se rendrait à l'évidence. Généralement à gauche et ni plus ni moins militants politiques que les autres responsables ils omettaient l'analyse politique qui sous-tend toute revendication syndicale et oublièrent ainsi que les structures mêmes qu'ils animaient étaient une conséquence de l'action revendicative.

L'objection à leur faire ne fut que très peu formulée en dehors de journées d'études car la gravité de certains autres problèmes com-

mandait d'aller vite et c'est plus finalement par le renouvellement des générations et la progression de la prise de conscience collective du monde étudiant que le problème théorique est en passe d'être résolu.

Résolu ou pas, il n'en demeure pas moins une méthode originale de poser l'étude de toute question intéressant l'Université. *Originale* est un mot fort et un mot vrai. Fort parce que la méthode est dans le fonds connue, puisqu'elle consiste simplement à rechercher par soi-même la solution à un problème, mais en tenant compte des autres secteurs de la société et particulièrement de ce que serait l'intérêt général de milieux socio-professionnels variés. Vrai parce que les étudiants croient au syndicalisme comme mode de vie, c'est-à-dire comme mode de lutte.

D'abord, les étudiants n'ignorent ni ne renient leurs origines sociales ; simplement, parce qu'ils attendent de l'Université une authentique formation supérieure qui leur permette d'être parmi les élites de la société, ils exigent d'elle qu'elle satisfasse à ce besoin en cadres supérieurs, en professeur, en chercheurs. Mais cette conscience chaque jour plus forte de leur fonction économique, de la valeur de leurs études comme *investissement intellectuel* finalement productif, ne leur montre que mieux qu'ils ne sont pas assez nombreux et qu'ils étudient mal.

Les étudiants sont en nombre insuffisant, mais ils sont encore plus nécessaires à la société technicienne de demain, même s'ils sont enseignants ou spécialistes de l'économie poli-

Quelques indications statistiques

- **Un sursitaire sur deux est étudiant (70.000/140.000)**
- **40 % des étudiants sont concentrés dans la région, parisienne**
- **Il y a 40 % d'étudiantes, celles-ci sont majoritaires en lettres et pharmacie**
30 % des étudiants ont plus de 23 ans
- **Sont mariés 15 % des étudiants et 10 % des étudiantes**
- **20.000 étudiants sont logés dans un cadre péri.universitaire alors qu'il en faudrait, de logés ainsi, de 40.000 à 50.000.**
- **Trois sur quatre des étudiants en lettres, sciences et droit ne seront jamais licenciés ; un étudiant du P.C.B. sur deux ne sera pas médecin ; de même un stagiaire sur deux ne sera pas pharmacien.**

tique : de fait ils deviennent donc respectables et ont le droit de poser leurs problèmes. Or un de leurs problèmes est celui de leur relève, ils peuvent donc, sans arrière-pensée révolutionnaire réclamer la démocratisation de l'enseignement dans son recrutement. Mais formuler cette revendication implique déjà un certain niveau de conscience du problème, et amène à poser celui des méthodes d'enseignement et celui des structures de l'enseignement.

Démocratiser le recrutement, implique des moyens essentiellement budgétaires, démocratiser les méthodes implique la fin d'un enseignement qui est le seul fait du maître et ne requiert aucune participation active de l'élève ; il y a finalement moins de paradoxe dans cette revendication que dans le corps enseignant, libéral de tradition, mais dont l'enseignement reste autoritaire et magistral ; enfin des méthodes d'enseignement qui seraient des méthodes de collaboration à une certaine recherche appellent une organisation structurelle égale-ment démocratique qui effraie la très large majorité du corps magistral, tandis qu'à la fin du compte le mouvement étudiant a posé le problème de l'enseignement dans son ensemble avec tant d'audace et de réalisme tranquille que les syndicats ouvriers ne suivent que difficilement sur l'allocation d'études, persuadés que restent au fond d'eux-mêmes leurs militants que les sursis sont un privilège de classe et non une des nécessités de toute formation supérieure. Le réalisme tranquille est là, mais l'audace est dans le fait qu'un enseignement totalement démocratique est une structure d'auto-gestion vis-à-vis de laquelle l'Etat n'est qu'un agent payeur et que cette structure implique une structure plus générale de la société, de type socialiste. Le syndicalisme étudiant en est venu concrètement aux buts du syndicalisme ouvrier dans son ensemble, comme y vient aujourd'hui le syndicalisme des jeunes paysans.

LE SYNDICALISME ETUDIANT A QUINZE ANS LORS DU CONGRES DE L'U.N.E.F.

La cogestion a permis la reprise en main par le mouvement étudiant de la plupart des réalisations d'avant-guerre qui lui avaient échappé, elle permet de proposer des solutions moins abhorrantes dans les problèmes de l'organisation péri-scolaire : ainsi la cité universitaire est rejetée pour ce qu'elle isole l'étudiant de la cité. Le H.L.M. est préféré, qui dans un premier temps devrait permettre de loger les jeunes ménages étudiants toujours plus nombreux. La Fondation sana, qui fut une excroissance assez indépendante du mouvement est cogérée dans les faits et devient la Fondation « Santé des étudiants de France » avec ses sanas et postcures et aussi ses cliniques médico-psychologiques, ses établissements en cours de réalisation pour bronchitiques et infirmes moteurs.

La Mutuelle consacre beaucoup de son action à l'étude des conditions de vie des étudiants et de leurs incidences sur la santé. L'U.N.E.F. enfin veille à ce que tout étudiant puisse terminer ses études, c'est-à-dire entrer dans la profession qu'il s'est choisi à un haut degré de qualification. Les obstacles existent, propres à la nature du régime capitaliste et technocratique qui pense résoudre le problème par un système de préembauche qui permet à l'étudiant sans ressources ni bourse d'étudier contre un engagement de plusieurs années dans l'entreprise qui lui a payé ses études ; la collaboration université-économie est nécessaire, elle ne doit pas se faire au niveau de l'entreprise qui contrarie la vocation de l'étudiant et finalement empêche celui-ci de se réaliser pleinement par et pour la société qu'il veut établir.

L'originalité du syndicalisme étudiant n'est pas finalement dans les méthodes d'action, puisque tout groupe aux prises avec un certain nombre de problèmes emploie les mêmes pour les résoudre ; elle est plus dans son caractère d'un syndicalisme de jeunes qui revendique sa pleine maturité en sachant combien il est inexpérimenté, mais qui a décidé de prendre en charge dans un seul effort ses problèmes et leurs solutions et de pousser toujours plus loin les conséquences de ses actes. Il est connu pour avoir toujours eu l'initiative sur le problème algérien, entraînant avec lui les autres syndicats dans la lutte contre la guerre et dans l'amitié avec les syndicats algériens, la limite pour lui est simplement le niveau de la prise de conscience chez l'étudiant dans son amphitheâtre comparé au bureau de l'A.G. ou aux instances de l'U.N.E.F. Sans complexe vis-à-vis des organisations politiques à cause même de ses prises de positions et alors que très peu d'étudiants sont des militants politiques, sans complexe vis-à-vis des syndicats, l'U.N.E.F. a suivi au jour le jour le développement de cette prise de conscience de la base progressivement sensibilisée par la guerre d'Algérie, par le rappel des disponibles, un service militaire dont la durée tire un trait sur la vie active étudiante pendant trois ans, par les copains enfin qui en reviennent déboussolés ou malades, ou qui ne partent pas, ou qui étant algériens, se font plus rares pour des raisons multiples. Quand les scissionnistes ont réintégré l'Union, le pourcentage de voix favorables au courant *minoritaire* n'a pas baissé, puis est allé en augmentant.

Mais la leçon à tirer de l'expérience actuelle du mouvement étudiant est plus vaste. Ainsi, avant la guerre, les étudiants dans leur monde fermé ne connaissaient que leur corporation (corpo). Après la guerre, ils apprennent progressivement à connaître leur Association générale par laquelle passe l'essentiel de l'action

revendicative. Avec le régime gaulliste, et du fait de celui-ci, cette conscience globale va se manifester encore plus directement ; la circulaire du 11 août 1959 sur la réforme des règles de sursis intervient en plein été afin de mieux surprendre non seulement les étudiants, mais surtout leur organisation syndicale. Le Bureau de l'U.N.E.F. lui, prend ses vacances selon un tour de rôle précis pour pouvoir préparer l'action comme toujours nécessaire à la rentrée ; en vingt-quatre heures il réagit officiellement et utilise largement les ondes périphériques qui transportent sur les plages et sur les cimes sa réaction. Du jour au lendemain c'est à lui que les menacés, étudiants et non-étudiants s'adressent. Pour tous les étudiants, l'U.N.E.F. est désormais ce qu'il y a de plus concret dans son monde.

Nous n'avons là dans le fond que le côté spectaculaire de l'action de l'U.N.E.F., mais qui est d'ailleurs significatif car il est venu cristalliser une progression de la conception syndicale chez les étudiants. Il est plus important de retenir toute l'action que l'U.N.E.F. entreprend pour que, quelle que soit la réforme de l'Enseignement qui se fera, l'Université forme réellement aux professions auxquelles se destinent les étudiants. A partir de la nécessaire liberté de l'orientation qui venait entraîner les systèmes de préembauche mis au point par les entreprises pilotes des secteurs modernes de l'industrie, pour préserver les siens, le mouvement étudiant s'est penché sur le problème des relations entre l'Université et l'Economie en considérant les besoins de chacun de ces secteurs.

Le niveau de qualification professionnelle de plus en plus nécessaire au plus grand nombre — et qui a aussi pour effet de « prolétarianiser » la plupart des étudiants, détermine désormais largement l'Université, mais ce n'est pas aux entreprises industrielles prédominantes dans ce secteur de l'économie d'obliger l'Université à se soumettre. La solution cherchée par l'U.N.E.F. et l'Union des grandes écoles (U.G.E.) à Royaumont par exemple, semble être l'ouverture des entreprises aux étudiants et aux apprentis afin de les mettre avant même la fin de leur formation théorique au contact avec leur future profession, ce qui leur permettra ensuite de mieux exiger un enseignement adapté aux besoins de la nation.

Pensons aussi à la signification profonde du fait que l'U.N.E.F. est parvenue contre tous les préjugés extérieurs qui s'attachent à l'Université à regrouper en un vaste mouvement l'ensemble des organisations représentatives de la jeunesse au sein du G.E.R.O.J.E.P. (Groupe d'études et de recherches des organisations de jeunesse et d'éducation populaire) dont la préoccupation est de déboucher sur l'intérêt général des jeunes et de la cité dans laquelle ils sont appelés à vivre, ce qui a entraîné une lutte contre les tentatives d'embrigadement de

la jeunesse qui serait l'homologue d'une association « capital-travail », une coordination aussi des efforts pour le règlement de l'affaire algérienne quand c'était possible, etc. Enfin cette manière d'agir a définitivement classé l'U.N.E.F. parmi les centrales syndicales de fait plutôt que de droit il est vrai, mais elle seule pouvait coordonner la lutte comme pour le 27 octobre et résoudre les divergences politiques qui masquent le retard des organisations traditionnelles dans leur domaine propre et permet de comprendre pourquoi, alors que leur organisation lutte sur tous les terrains, y compris le terrain proprement politique, il y a si peu d'étudiants qui soient des militants politiques. L'U.N.E.F. satisfait pleinement la plupart des exigences de responsabilités que peuvent formuler des jeunes habitués à vivre la démocratie et qui ont conscience que la démocratie d'une cité est nécessaire à son existence.

La limite de ses exigences vient de ce qu'elles sont plus senties que raisonnées. L'éducation par la démocratie directe est réelle — dans certaines Associations générales, un étudiant sur dix y exerce une responsabilité quelconque — mais elle n'existe le plus souvent que par ce travail. De même que l'U.N.E.F. ne peut s'engager que dans la mesure où ses dirigeants connaissent ces progrès de « sensibilisation » à une question d'actualité, le militant responsable est limité par la nature du mouvement, qui agit sur le plan politique en fonction d'une carence générale de la conception de l'action politique. L'U.N.E.F. à partir de l'expérience qu'elle présente doit permettre à ses militants une exigence complète d'action politique et d'organisation adéquate à cette action, parce que groupant chaque secteur socio-professionnel selon sa nature, elle leur permettra de mieux appréhender les problèmes d'organisation de la Cité.

Jean-Pierre DELAVILLE.



Perspectives Socialistes

Mars 1961

La jeunesse dans la société moderne

Pages 11 à 17